

cordait avec les rêves audacieux de Rattazzi, chef éminent du centre gauche. Au printemps de 1852, la présidence de la Chambre devint vacante par la mort de Pier Dionigi Pinelli. Cavour conçut le projet de faire de Rattazzi le candidat ministériel à ce poste élevé. Il était alors ministre des finances, et jouissait, en cette qualité, d'une influence considérable. Mais il se heurta à la résistance opiniâtre, et peut-être même raisonnable du président du conseil, Massimo d'Azeglio. Déjà, en 1851, Rattazzi ayant été élu vice-président, et un journal ayant affirmé qu'il avait eu l'appui du ministère, Azeglio, piqué au vif, sans consulter Cavour, avait envoyé aux agents diplomatiques une note où il disait : « Votre bon sens a dû vous faire comprendre que la nouvelle donnée par l'*Indépendance belge* n'a aucun fondement. Mes principes sont connus. J'ai publié un petit ouvrage en 1849 contre les idées et les principes du ministère dont M. Rattazzi faisait partie. Il n'aurait pas été possible d'associer en quelque sorte ma politique à la sienne en lui prêtant mon concours.

On devine, à lire ces lignes, combien la tentative de Cavour était aventureuse. Cependant d'Azeglio lui avait fait la partie belle, en acceptant dans la pratique des affaires, le concours des voix du centre gauche. Sans doute, au Sénat, sur une interpellation de Gallina, il avait répondu : « S'il y a des personnes qui, je ne dis pas par conversion (car elles ont la prétention de ne pas se convertir), mais qui, nous considérant comme un moindre mal, ou pour tout autre motif, nous offrent et nous donnent leur vote, certainement nous ne pouvons ni ne devons le refuser. » Mais d'Azeglio aurait dû se rappeler qu'il faut tôt ou tard payer les alliances parlementaires. Cavour, en sous-main, et par toute espèce de moyens, profita de la faiblesse de son collègue pour fortifier la candidature de Rattazzi. Le 11 mai, Rattazzi, au troisième tour de scrutin, fut élu par 74 voix contre 65 données à Buoncompagni. Ainsi le comte de Cavour était arrivé à ses fins. Comme le disait le comte de Revel, au nom de la droite qui se sentait abandonnée, le ministre des finances avait essayé à la fois un divorce et un mariage (*connubio*).

L'irritation d'Azeglio fut extrême. Il avait répété à satiété en plein Parlement, écrit sous toutes les formes aux ambassadeurs que le ministère n'était pas allé jusqu'au centre gauche, mais que le